



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat général

**Le Directeur de l'évaluation de la performance, de l'achat,
des finances et de l'immobilier**

Service de l'achat, de l'innovation et de la
logistique du ministère de l'intérieur

Sous-direction de l'achat et du suivi
de l'exécution des marchés

Bureau des achats métiers

APPEL A COMPÉTENCES REQUEST FOR INFORMATION (RFI)

**Maintenance de stations de distribution de carburant aviation des bases hélicoptères
de la Sécurité civile.**

Annexe

Cadre de réponse au format « .doc »

Les opérateurs économiques peuvent associer à leur envoi tout document complémentaire (.pdf) qu'ils estiment utile de transmettre pour permettre une parfaite compréhension de leur(s) proposition(s).

Les réponses des opérateurs économiques devront être remises au plus tard le 02/03/2026 à 14h00.

Article 1. AVERTISSEMENTS

Le présent appel à compétences/request for information (RFI) ne constitue ni une consultation au sens de la commande publique, ni un appel d'offres, ni un quelconque engagement de l'État à lancer ultérieurement une procédure d'achat sur l'objet de la présente RFI.

Cette démarche a pour objectif :

- d'identifier les opérateurs économiques susceptibles d'intervenir sur ce segment technique spécialisé ;
- d'apprécier leurs capacités techniques, humaines et organisationnelles ;
- d'éclairer la définition du besoin, le périmètre des prestations et l'allotissement géographique envisagé.

Par ailleurs, les réponses à la présente RFI ne constituent pas des engagements contractuels ou précontractuels.

Les entreprises, seuls ou en groupement, sont informés qu'ils ne peuvent prétendre à aucune indemnité, et/ou rémunération, et/ou remboursement de frais pour les prestations réalisées dans le cadre des travaux qu'ils engageraient pour répondre à cette RFI (y compris la remise de leurs réponses, les entretiens éventuels en présentiel ou distanciel qui pourraient s'ensuivre).

L'administration garantit la stricte confidentialité des informations délivrées par les opérateurs économiques.

Article 2. CONTEXTE

La Direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises (DGSCGC) s'appuie entre autres sur des moyens aériens déployés sur l'ensemble du territoire national afin d'assurer la réponse opérationnelle de l'État aux événements courants et aux crises majeures. Elle dispose notamment d'une flotte d'hélicoptères répartis sur 23 bases, en métropole et en outre-mer (Corse, Guyane, Martinique, Guadeloupe), dont les stations fixes de distribution de carburant aviation constituent des infrastructures essentielles à la disponibilité opérationnelle des aéronefs.

1. CARACTERISTIQUES DE PRESTATIONS

Les prestations susceptibles d'être concernées portent sur la maintenance préventive et curative des stations fixes de distribution de carburant aviation.

Les prestations comprennent des opérations de maintenance préventive intégrées dans un forfait annuel, des opérations de maintenance préventive réalisées hors forfait annuel, ainsi que des opérations de maintenance curative.

Périmètre technique indicatif

Au titre des opérations de maintenance préventive ou curative, l'entreprise intervient, pour chaque site, sur les éléments suivants, lorsqu'ils sont présents :

- les circuits électriques, à partir de la boîte de raccordement, c'est-à-dire l'ensemble des moteurs, éclairages, éléments de puissance, sous-ensembles électriques ;
- les circuits hydrauliques, depuis le pied de l'appareil jusqu'au bout du flexible de distribution, ce qui inclut le groupe de pompage, le flexible, le pistolet, l'ensemble des sous-ensembles ;
- les éléments de carrosserie ;
- les installations de stockage, soient : les réservoirs, les circuits d'approvisionnement (bouches et tuyaux de dépotage, limiteurs de remplissage), les dispositifs de purge d'eau ;
- les matériels d'avitaillement et de distribution, soient : les canalisations de liaison entre le réservoir et l'appareil de distribution, les volucompteurs et leurs constituants (pompe, système de filtration/épuration, ensemble de mesurage, flexible et pistolet d'avitaillement).

Forfait annuel de maintenance préventive

Les opérations qui sont obligatoirement à réaliser tous les ans, soit parce que leur fréquence annuelle est réglementaire, soit parce qu'elles sont nécessaires pour limiter le risque de défaillance d'une installation et maintenir dans le temps les performances des équipements à un niveau optimal.

Opérations de maintenance hors forfait annuel (sur devis)

- les opérations de maintenance préventive dont la périodicité n'est pas annuelle ;
- les opérations de maintenance curative, c'est-à-dire les interventions ponctuelles imposées par le dysfonctionnement d'un ou plusieurs équipements, et réalisées dans le but d'en restaurer l'usage dans des conditions nominales ;
- les opérations d'amélioration des installations, lorsqu'elles sont nécessaires pour le maintien de celles-ci en état pleinement opérationnel, sans qu'elles correspondent à un remplacement ou une restructuration complète de celles-ci.

Article 3. REPONSES

La réponse à cette RFI peut être une réponse groupée, à laquelle participent plusieurs opérateurs économiques.

Les « opérateurs économiques » sont invités à apporter un maximum d'éléments pour étayer leur réponse (performances, incidence sur les prix, contraintes, points d'attention, etc...).

Les réponses seront structurées en suivant le cadre en annexe du présent document.

Les sociétés souhaitant répondre à la présente RFI, peuvent le faire, sur tout ou partie du périmètre, même si elles n'apportent pas de réponse à l'intégralité des besoins évoqués précédemment.

Les sociétés sont libres d'adresser toute documentation utile à l'appréciation de leur savoir-faire.

Article 4. MODALITE DE CORRESPONDANCE

4.1. Demande de précisions

Les « opérateurs économiques » peuvent demander des précisions, d'ordre administratif ou technique sur cette RFI, qu'ils jugent utiles à l'établissement de leur réponse.

Le cas échéant, la demande de précisions doit être adressée au Ministère de l'Intérieur par voie dématérialisée, via la plate-forme des achats de l'État :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Le Ministère de l'Intérieur se réserve la possibilité d'apporter les réponses nécessaires. Ces réponses seront transmises, par voie électronique, collégialement aux « opérateurs économiques » s'étant inscrits dans cette démarche d'appel à compétence.

4.2. Remise de la réponse sur PLACE

Les « opérateurs compétents répondants » remettent leur réponse par dépôt sur la plate-forme des achats de l'État (PLACE) accessible à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Le Ministère de l'Intérieur ne souhaite qu'un seul exemplaire électronique de la réponse.

4.3. Demande de précisions sur la teneur des réponses

Le Ministère de l'Intérieur peut demander aux « opérateurs économiques répondants » de préciser la teneur de leur réponse.

Ces demandes sont adressées aux « opérateurs économiques » ayant répondu via PLACE et les éléments de réponses sont également à transmettre par cette plateforme.

4.4. Organisation d'entretiens individuels avec les opérateurs économiques répondants

A l'issue de la réception des réponses aux demandes d'informations, l'administration se réserve la possibilité de contacter les « opérateurs économiques » afin de réaliser des entretiens sous la forme de réunions ou de visioconférences/d'audioconférences.